

demander de l'argent pour établir une garderie où l'on s'occuperait de leurs enfants afin qu'elles puissent chercher un emploi. Je leur ai répondu que leurs revenus familiaux étaient trop élevés pour qu'elles aient droit aux allocations pour garderies ou aux subventions d'équipement que le gouvernement provincial accordait à ce moment-là.

Elles m'ont avoué franchement que si leurs revenus familiaux étaient élevés, elles étaient pour leur part très pauvres et que le seul revenu sur lequel elles pouvaient compter était le chèque d'allocations familiales qu'elles recevaient une fois par mois parce qu'il est adressé à leur nom; toutefois, leurs allocations familiales ne suffisaient pas à assurer un niveau de vie décent à leurs familles si elles ne pouvaient compter sur ce que gagnaient les hommes dans l'industrie des pâtes et papiers ou dans l'industrie forestière.

Je soutiens qu'il faudrait hausser les revenus familiaux au Canada, ainsi que les allocations familiales et les pensions de vieillesse, et augmenter les impôts des riches en vue de financer ces augmentations; il y aurait ainsi un équilibre et une redistribution des revenus non seulement entre les riches et les pauvres, mais également entre les membres d'une même famille, de sorte que les femmes auraient le même revenu que les hommes qui travaillent à l'extérieur.

Cette loi fait exactement le contraire. Elle vise une catégorie particulière de revenu qu'elle assujettit à un régime fiscal différent des autres, ce qui incitera en particulier ceux qui ont des revenus élevés à exercer des pressions en faveur de la suppression du régime universel de pensions et d'allocations familiales.

C'est un mauvais projet de loi. Il viole la promesse du premier ministre de ne pas toucher aux programmes universels—ce dépôt sacré—mais il la viole d'une façon subtile et sournoise, comme l'a dit le président du Comité des finances, et le système qu'il contient détruit les programmes sociaux universels. Il est sale et hypocrite et si les députés de l'autre côté avaient une once de convictions et s'ils croyaient en la promesse faite par le premier ministre en 1984, s'ils l'appuyaient et s'ils ont fait campagne sur elle, ils devraient se lever à la Chambre, au caucus et au Cabinet pour exiger que le premier ministre la tienne, retire ce projet de loi et maintienne l'universalité des programmes sociaux plutôt que de présenter un

Initiatives parlementaires

projet de loi sournois et hypocrite comme celui-ci qui vise à la détruire d'une façon détournée.

Combien d'études et de statistiques ont montré que depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir en 1984, les riches ont été exemptés d'impôts dans notre pays! Ils en paient moins depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir et les pauvres sont confinés, ghettoisés dans les bas niveaux de revenus. Les personnes à revenus moyens, les salariés et les gens rénumérés au taux horaire subissent une énorme augmentation d'impôt. Les riches s'en tirent à bon compte par suite de la politique des conservateurs alors que les pauvres sont confinés dans le ghetto de la pauvreté à cause de ces politiques inadéquates, et les gens qui sont au bas et au milieu de l'échelle paient beaucoup plus qu'avant par la faute d'une politique conservatrice qui soutient les riches et ghettoïse les pauvres et oblige les autres à payer beaucoup plus qu'ils ne devraient.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES — MOTIONS

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

L'ACCÈS À L'INFORMATION

M. Jim Fulton (Skeena) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de modifier la Loi sur l'accès à l'information afin de garantir à tous les Canadiens un large accès à toute information gouvernementale relative à l'environnement.

Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de vous entretenir d'une question qui, à n'en pas douter, intéresse très vivement tous les Canadiens d'un océan à l'autre. Ce gouvernement, à l'instar des libéraux qui l'ont précédé, est dans le monde occidental, le gouvernement le plus indifférent ou l'un des plus indiffé-